



Conclusion des Assises de l'ingénieur

Ce que porte **Force Ouvrière** le 3 juillet 2013

Ces assises, FORCE OUVRIERE les a demandées, a obtenu leur inscription à l'agenda social de chaque ministre et attend beaucoup de leurs conclusions.

Voici donc l'heure de vérité. Et sans vouloir tirer un bilan définitif à ce stade – l'analyse critique de FORCE OUVRIERE fera l'objet d'autres vecteurs – il semble utile de replacer les éléments de cette journée sous l'éclairage des attentes exprimées par les ingénieurs.

Depuis leur lancement, FORCE OUVRIERE, représentant plus de 60% des ingénieurs associés, a su porter au plus haut niveau ses analyses, ses éléments de diagnostic et ses revendications en réponse aux problématiques rencontrées par chacun des corps concernés.

Avec tout d'abord la nécessité que **les ministres réaffirment leurs ingénieurs comme la colonne vertébrale du portage de leurs politiques publiques**, et donnent un souffle nouveau à leur gestion. Les assises doivent, de ce point de vue, constituer une occasion unique d'exprimer haut et fort que les enjeux de la société d'aujourd'hui et de demain exigent une expertise de l'Etat, portée par des ingénieurs emprunts des valeurs du service public. Ingénieurs à même de réussir le changement et de faciliter les interfaces entre acteurs.

Les politiques publiques ne reposent plus seulement sur les services de nos ministères, mais de plus en plus sur des services interministériels, des établissements publics, des collectivités territoriales. Là aussi, les assises doivent affirmer que **les ingénieurs sont d'excellents ambassadeurs de leurs ministères** au sein d'autres structures, et que les allers-retours entre ces différentes sphères sont désormais nécessaires pour la construction de compétences individuelles et collectives.

Parce que la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques est devenue de plus en plus complexe, les décideurs publics ont besoin d'une ingénierie capable d'éclairer leurs décisions et de les mettre en œuvre, puis d'en évaluer l'efficacité. En cela, ces assises ont vocation à **livrer des enseignements pour l'ensemble des filières techniques** de chacun des ministères, et, qui sait, donner à ces mêmes ministères classés dans la catégorie « non-prioritaires » quelques armes pour défendre leurs personnels en inter-ministériel !

Mais bien au-delà des discours prononcés aujourd'hui, et nous saluons au passage la présence des ministres, **les assises doivent déboucher sur des mesures rapides, concrètes, ambitieuses et adaptées pour chacun des corps d'ingénieur**, en réponse aux enjeux portés depuis longtemps par FORCE OUVRIERE, et confirmés à cette occasion.

Mesures à décliner lors de chantiers devenus indispensables sur l'avenir des métiers, la gestion des parcours, le statut, la formation initiale et continue.

En clarifiant tout d'abord les métiers et les parcours, en redonnant une identité claire et lisible aux différents corps d'ingénieurs de nos ministères, le tout en connexion avec les besoins des employeurs.

En levant ensuite les freins dans les parcours, la mobilité étant facteur de compétences pour bon nombre d'ingénieurs. Une mobilité autrefois encouragée et accompagnée, aujourd'hui freinée et semée d'embûches de toutes sortes.

En maintenant et développant des parcours inter-fonctions publiques, parcours à concevoir suivant des allers-retours et non des allers simples !

En redonnant enfin des perspectives attractives : un corps qui n'est plus attractif étant un corps en panne, dont le niveau de recrutement est menacé. En cause les incertitudes sur nos métiers, la faible attractivité des rémunérations en début de carrière notamment, le plafond de verre sur nos parcours professionnels, les faibles avancées indiciaires ou indemnitaires de ces dernières années.

FORCE OUVRIERE attend donc **le passage des discours aux actes**, avec la déclinaison de ces différents axes en **un projet stratégique pour chaque corps**, inscrits dans les agendas ministériels respectifs.

Et pour FORCE OUVRIERE, il y a urgence désormais à ce que cela puisse se traduire concrètement pour chaque ingénieur ayant imaginé ces assises, les ayant réclamées dans la rue, s'y étant exprimé et y ayant contribué activement.

Car si la déception succède à l'espoir, nul doute qu'elle ne porte les germes de la colère !

Pour les IAE, le **SNIAE-FO revendique notamment :**

- la clarification des profils de poste, au regard du projet stratégique du MAAF
- la fluidification des parcours entre les multiples employeurs de l'Etat et avec les collectivités territoriales
- un vrai chantier statutaire, en lien avec la réflexion sur le positionnement stratégique des IAE

Pour les ITPE, le **SNITPECT-FO revendique notamment :**

- un chantier sur l'identité du corps, qui replace le corps des ITPE en colonne vertébrale des politiques de l'aménagement et du développement durables
- un nouveau statut, attractif, qui débloque les perspectives de carrière
- une vraie gestion prévisionnelle des compétences, pour faciliter les parcours au sein de nos ministères et en dehors

Pour les ITM, le **SNITM-FO revendique notamment :**

- la reconnaissance de l'expertise des ingénieurs de Météo-France, et en particulier la pérennisation de la formation initiale au sein de l'établissement Météo-France.
- le maintien de la promotion sociale tant des B vers les A que des A vers les A+.
- une prise en compte des postes à risques particuliers ayant un impact sur la santé des agents. Par exemple, les services permanents avec travail de nuit (comme les prévisionnistes) doivent pouvoir bénéficier d'un départ en retraite anticipé (sur le modèle du service dit actif).

Pour les ITGCE, **IGN-FO revendique notamment :**

- le confortement de la formation initiale et la pérennisation des recrutements
- une meilleure gestion des parcours à l'intérieur de l'établissement et à l'extérieur, avec de vraies passerelles entre les différents employeurs, et la reconnaissance de ces parcours